En guerre avec l'Iran

Le 15 juillet 2022 par Chris Hedges (Original pour ScheerPost) https://scheerpost.com/2022/07/15/hedges-war-with-iran/

Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et National Public Radio. Il est l'hôte de l'émission The Chris Hedges report.

"Biden at Bat" (Biden au bâton) - Illustration par M. Fish

Les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël, responsables de fiascos militaires, de centaines de milliers de morts et d'innombrables crimes de guerre au Moyen-Orient, envisagent maintenant d' attaquer l'Iran.

Les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite prévoient une guerre contre l'Iran. L'accord de 2015 sur les armes nucléaires iraniennes, ou plan d'action global conjoint (PAGC), que Donald Trump a saboté, ne semble pas devoir être relancé. Le commandement central américain (CENTCOM) étudie les options d'attaque dans le cas où Téhéran semblerait prêt à se doter de l' arme nucléaire et qu'Israël, qui s'oppose aux négociations nucléaires entre les États-Unis et l'Iran, effectue des frappes militaires.

Lors de sa visite en Israël, Biden a assuré au Premier ministre Yair Lapid que les États-Unis étaient «prêts à recourir à tous les éléments de leur puissance nationale», y compris la force militaire, pour empêcher l'Iran de fabriquer une arme nucléaire.

L'Arabie saoudite, Israël et les États-Unis fonctionnent comme une troïka au Moyen-Orient. Le gouvernement israélien a construit une alliance étroite avec l'Arabie saoudite, qui a engendré 15 des 19 pirates de l'air des attentats du 11 septembre et a été un sponsor prolifique du terrorisme international, soutenant le djihadisme salafiste, socle d'Al-Qaïda,

et des groupes tels que les talibans afghans, le Lashkar-e-Taiba (LeT) et le Front Al-Nosra.

Les trois pays ont travaillé de concert pour soutenir le coup d'État militaire de 2013 en Égypte, dirigé par le général Abdel Fattah al-Sisi, qui a renversé le premier gouvernement démocratiquement élu du pays. Il a emprisonné des dizaines de milliers de détracteurs du gouvernement, notamment des journalistes et des défenseurs des droits humains, sur la base d'accusations à caractère politique. Le régime de Sisi collabore avec Israël en maintenant sa frontière commune avec Gaza fermée aux Palestiniens, les piégeant dans la bande de Gaza, l'un des endroits les plus densément peuplés et les plus pauvres de la planète.

Sur cette photo fournie par le ministère iranien de la défense, des membres des forces iraniennes portent le cercueil du scientifique nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh lors d'une cérémonie funéraire à Téhéran, le 30 novembre 2020 (WANA NEWS AGENCY / VIA REUTERS)

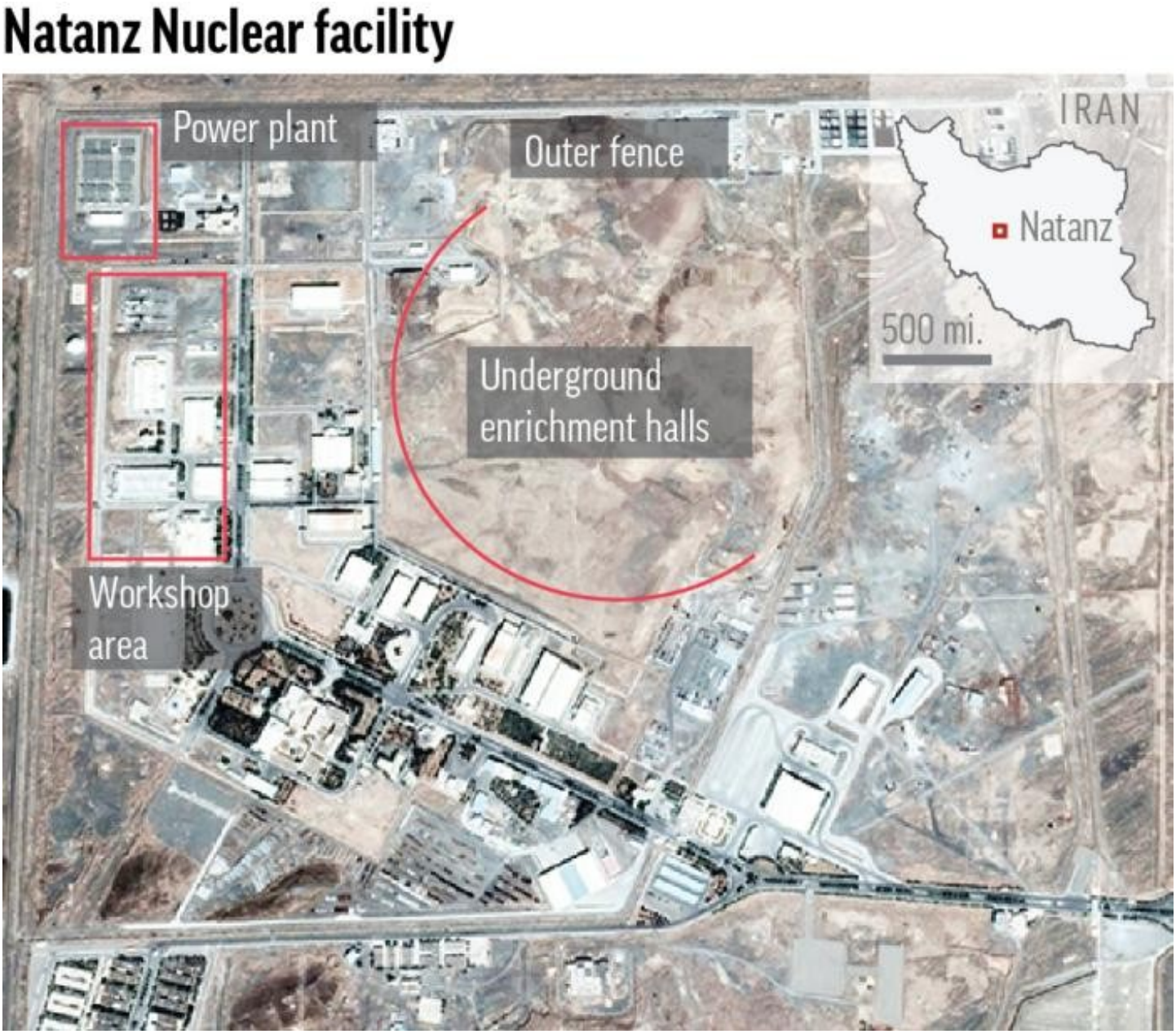
Israël, seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, a mené une campagne incessante d'attaques clandestines contre les sites nucléaires et les scientifiques du secteur nucléaire iraniens. Quatre scientifiques iraniens ont été assassinés, vraisemblablement par Israël, entre 2010 et 2012.

En juillet 2020, un incendie, attribué à une bombe israélienne, a endommagé le site nucléaire iranien de Natanz.

En novembre 2020, Israël a utilisé des mitrailleuses télécommandées pour assassiner le plus grand scientifique iranien dans le domaine du nucléaire.

En janvier 2020, les États-Unis ont assassiné le général Qassem Soleimani, chef de la force d'élite iranienne Quds Force, ainsi que neuf autres personnes, dont un personnage clé de la coalition anti-EI, Abu Mahdi al-Muhandis. Ils ont utilisé un MQ-9 Reaper pour tirer des missiles sur son convoi, près de l'aéroport de Bagdad.

Si des attaques similaires avaient été menées par des agents iraniens sur le territoire Israélien, cela aurait déclenché une guerre. Seule la décision de l'Iran de ne pas riposter, au-delà du lancement d'une douzaine de missiles balistiques sur deux bases militaires en Irak, a permis d'éviter une conflagration.



Natanz, dans la province d'Isfahan, au centre de l'Iran, où se trouve la principale usine d'enrichissement de l'uranium du pays (Crédit : AP)

Le 7 juillet, l'Iran a informé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qu'il utilisait des centrifugeuses avancées IR-6 avec des «sous-en-têtes modifiés» [Les centrifugeuses IR-5 et IR-6 permettent d'enrichir de l'uranium plus vite et en quantité plus abondante que les centrifugeuses "de première génération" IR-1, les seules que l'accord de Vienne autorise l'Iran à utiliser, NdT].

L'objectif déclaré du processus d'enrichissement dans son installation souterraine de Fordow est de créer un isotope d'uranium enrichi jusqu'à 20 % — bien en deçà des niveaux d'enrichissement de 90 % nécessaires pour créer de l'uranium de qualité militaire. Dans le cadre de l'accord PAGC, les niveaux d'enrichissement étaient plafonnés à 3,67 %.

Israël a alloué 1,5 milliard de dollars à une éventuelle frappe contre l'Iran et, au cours de la première semaine de juin, a organisé des exercices militaires de grande ampleur, dont un au-dessus de la Méditerranée et en mer Rouge, réelle préparation pour une attaque des sites nucléaires iraniens en utilisant des dizaines d'avions de chasse, notamment des Lockheed Martin de combat F-35.

Le protocole d'accord de 2016 signé par le président Barack Obama prévoit une enveloppe militaire de 38 milliards de dollars sur 10 ans au bénéfice d'Israël.

Israël et son lobby aux États-Unis s'efforcent de faire échouer les négociations avec l'Iran visant à contrôler son programme nucléaire. La préparation de la guerre vient en miroir de la pression qu'avait exercé Israël sur les États-Unis pour en arriver à l'invasion de l'Irak, une des pires décisions stratégiques jamais prise dans l'histoire des États-Unis.

L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, dans son témoignage devant la commission britannique sur la guerre en Irak, a fait ce récit de ses discussions avec George W. Bush à Crawford, au Texas, en avril 2002 : « *Si je me souviens bien de cette discussion, elle avait moins à voir avec les spécificités de ce que nous allions faire en Irak ou, en fait, au Moyen-Orient, parce que la question d'Israël était une question très, très importante à l'époque. En fait je pense, plus précisément je me souviens qu'il y a peut-être eu des conversations que nous avons menées avec des Israéliens, tous les deux, pendant que nous étions là-bas. Cette question a donc joué un rôle majeur dans tout cela».*

L'Arabie saoudite, qui cherche à dominer le monde arabe, a rompu ses liens avec l'Iran en 2016 après que son ambassade à Téhéran a été prise d'assaut par des manifestants à la suite de l'exécution par Riyad du religieux chiite Cheikh Nimr al-Nimr.

Une capture d'écran de la visioconférence montrant des centrifugeuses au sein de l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz (Iran), le 10 avril 2021.- / AFP

L'Arabie saoudite, avec l'aide de la Chine, a construit une usine de traitement du minerai d'uranium et acquis des missiles balistiques. L'Arabie saoudite a par ailleurs conclu en 2017 une série de protocoles avec les États Unis pour acheter des armes pour un montant total de 110 milliards de dollars immédiatement, et 350 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

Une guerre avec l'Iran serait une catastrophe aux conséquences inimaginables. Elle se propagerait rapidement dans toute la région. Les chiites du Moyen-Orient considéreraient une attaque contre l'Iran comme une guerre religieuse contre le chiisme. Les deux millions de chiites d'Arabie saoudite, qui vivent principalement dans la province orientale riche en pétrole; la majorité chiite d'Irak; et les communautés chiites au Bahreïn, au Pakistan et en Turquie se rallieraient au combat contre les États-Unis et Israël.

L'Iran se servirait des missiles anti-navires fournis par la Chine, des vedettes rapides et des sous-marins équipés de roquettes et de bombes, des mines, des drones et de l'artillerie côtière pour fermer le détroit d'Ormuz, où transite 20 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz liquéfié. Les installations de production de pétrole du golfe Persique seraient sabotées.

Le pétrole iranien, qui représente 13 % de l'approvisionnement énergétique mondial, serait retiré du marché. Le pétrole grimperait à plus de 500 dollars le baril et même, éventuellement, si le conflit se prolonge, à plus de 750 dollars le baril. Notre économie basée sur le pétrole, déjà ébranlée par la hausse des prix en raison des sanctions contre la Russie, se retrouverait complètement paralysée.

Israël serait frappé par des missiles balistiques iraniens Shahab-3. Le stock de roquettes du Hezbollah fournies par l'Iran, qui pourraient atteindre n'importe quelle partie d'Israël, y compris la centrale nucléaire israélienne de Dimona, serait également déployé. Les frappes de l'Iran et de ses alliés contre Israël, ainsi que contre les installations militaires

américaines dans la région, feraient des centaines, voire des milliers de victimes.

En 2002, l'armée américaine a mené son «jeu de guerre le plus élaboré» [simulation de guerre, NdT], il a coûté plus de 250 millions de dollars. Connu sous le nom de "Millennium Challenge", l'exercice opposait une Force Bleue (les États-Unis) à une Force Rouge (généralement considérée comme un substitut de l'Iran).

Il était censé valider les «concepts de guerre modernes et interarmées» des États-Unis. C'est le contraire qui s'est produit. La Force Rouge, dirigée par le lieutenant général des Marines à la retraite Paul Van Riper, a mené un essaim d'attaques kamikazes par bateau suicide et a détruit 16 navires de guerre américains en moins de 20 minutes.

Des avions de combat F-35 israéliens volent en formation lors de l'exercice militaire Blue Flag (Forces de défense israéliennes)

Lorsque le jeu de guerre a été réinitialisé, il a été truqué en faveur de la Force Bleue. Celle-ci a eu accès à des technologies expérimentales, dont certaines qui n'existent pas, comme les armes laser aéroportées. Pendant ce temps, on a indiqué à la Force Rouge qu'elle n'était pas autorisée à abattre les avions de l'Équipe Bleue, qu'elle devait garder ses armes offensives à découvert et qu'elle ne pouvait pas utiliser d'armes chimiques. Et pourtant, même dans ce cas, la Force Bleue n'a pas réussi à atteindre tous ses objectifs car Riper a déclenché une guérilla contre les forces d'occupation.

Des manifestants défilent lors d'une manifestation anti-guerre dans le centre de Londres, le 11 janvier 2020 (Photo : Steve Eason/flickr/cc)

Pourquoi Joe Biden ne serait-il pas salué par le régime sanguinaire d'Arabie saoudite et l'État d'apartheid d'Israël ? Lui et les États-Unis ont autant de sang sur les mains. Oui, en 2018, le dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, Mohammed bin Salman, a ordonné l'assassinat et le démembrement de mon ami et collègue Jamal Khashoggi. Oui, Israël a assassiné la journaliste palestinienne Shireen Abu Akleh. Mais Washington a plus qu'égalé les crimes perpétrés par Israël et les Saoudiens, y compris contre des journalistes.

L'emprisonnement de Julian Assange – qui a divulgué les vidéos de meurtres collatéraux montrant des pilotes d'hélicoptères américains riant alors qu'ils abattaient deux journalistes de Reuters et un groupe de civils en Irak en 2007 – a pour but de détruire Assange psychologiquement et physiquement.

Les cadavres de civils, y compris d'enfants, empilés par Israël et l'Arabie saoudite, qui commettent la plupart de leurs meurtres à Gaza et au Yémen avec des armes américaines, sont loin d'atteindre les centaines de milliers de morts que nous avons laissés derrière nous au cours des deux décennies de guerre que nous avons menées au Moyen-Orient.

En 1991, une coalition dirigée par les États-Unis a détruit une grande partie de l'infrastructure civile de l'Irak, y compris les installations de traitement des eaux, ce qui a entraîné la contamination de l'eau potable du pays par les eaux usées. S'en sont suivies d'une part des années de frappes aériennes américaines, britanniques et françaises visant à faire respecter une « zone d'exclusion aérienne », d'autre part des sanctions écrasantes imposées par les Nations unies.

De 1991 à 1998, on estime que ces seules sanctions ont tué entre 100 000 et 227 000 enfants irakiens de moins de cinq ans, bien que les chiffres exacts soient très controversés. La campagne de bombardement «Choc et terreur» des États-Unis sur les centres urbains irakiens lors de l'invasion de l'Irak en 2003 a consisté à larguer 3 000 bombes sur des zones civiles, tuant plus de 7 000 non-combattants au cours des deux premiers mois de la guerre. [La doctrine choc et terreur (de l'anglais *Shock and Awe*, ce qui peut aussi être traduit par «Choc et stupeur»), ou de «domination rapide», est une doctrine militaire basée sur l'écrasement de l'adversaire à travers l'emploi d'une très grande puissance de feu, la domination du champ de bataille et des manœuvres, et des démonstrations de force spectaculaires pour paralyser la perception du champ de bataille par l'adversaire et annihiler sa volonté de combattre, NdT]

Selon une estimation, les États-Unis ont été responsables de la mort directe ou indirecte de près de 20 millions de personnes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Israël et l'Arabie Saoudite sont des états gangsters. Mais il en est de même pour les États-Unis.

Joe Biden et Mohammed Ben Salmane

«Ils sont peu nombreux», a déclaré Biden, au journal télévisé israélien Channel 12, réagissant au fait que des

parlementaires Démocrates ont critiqué la façon dont Israël traitait les Palestiniens. «Je pense qu'ils ont tort. Je pense qu'ils font une erreur. Israël est une démocratie. Israël est notre allié. Israël est un ami et je ne vais pas m'en excuser».

Il est risible de déplorer que Biden ne demande pas aux Saoudiens et aux Israéliens de rendre des comptes lors de cette visite, comme s'il nous restait une quelconque crédibilité nous permettant d'arbitrer entre le bien et le mal. L'idée que Biden et les États-Unis seraient des artisans de la paix a été démystifiée il y a bien longtemps.

Les États-Unis offrent un soutien éhonté au gouvernement de droite d'Israël, notamment en opposant leur veto aux résolutions de l'ONU qui censurent Israël. Ils refusent de conditionner leur aide au respect des droits humains, alors même qu'Israël lance de multiples attaques meurtrières contre la population civile de Gaza, qualifie les ONG palestiniennes de groupes terroristes, étend les colonies illégales réservées aux Juifs, procède à des expulsions agressives de familles palestiniennes et maltraite les citoyens palestiniens et arabo-américains aux points d'entrée et dans les Territoires palestiniens occupés.

L'idée que nous représenterions et serions les chantres de la vertu illustre l'aveuglement qui accompagne notre dégénérescence morale et physique. Le reste du monde, qui recule avec répugnance face à ce que nous sommes devenus, ne nous prend pas au sérieux. Ils ont peur de nos bombes. Mais la peur n'est pas synonyme de respect.

Ils n'envient plus notre culture de masse hédoniste, ternie par les fusillades de masse, les inégalités sociales, le délabrement de nos infrastructures, les dysfonctionnements et un style politique de grand guignol qui a transformé le discours civil et politique en un burlesque de mauvais goût.

L'Amérique est une sinistre plaisanterie, qui ne fera qu'empirer lorsque les fascistes chrétiens, les bigots et les théoriciens du complot prendront le contrôle du Congrès à l'automne et, je m'y attends, de la présidence deux ans plus tard.

Les États-Unis, tout comme Israël, font la guerre aux musulmans qui, avec un nombre de fidèles estimé à 1,9 milliard, représentent près de 25 % de la population mondiale. Nous avons transformé de nombreux membres du monde musulman en ennemis.

Le monde musulman ne nous déteste pas pour nos valeurs. Il déteste notre hypocrisie. Il déteste notre racisme, notre refus d'honorer ses attentes politiques, nos attaques meurtrières, nos occupations militaires et nos sanctions paralysantes.

Les musulmans expriment la rage ressentie par les Guatémaltèques, les Cubains, les Congolais, les Brésiliens, les Argentins, les Indonésiens, les Panaméens, les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Philippins, les Coréens du Nord et du Sud, les Chiliens, les Nicaraguayens et les Salvadoriens – ceux que Frantz Fanon appelait « les damnés de la terre ».

Eux aussi ont été massacrés par notre machine militaire de haute technologie, ils ont été asservis, humiliés, forcés d'accepter l'hégémonie américaine et tués dans nos centres de torture clandestins ou par des assassins soutenus par la CIA.

Personne n'est tenu de rendre des comptes. La CIA a bloqué toutes les enquêtes concernant son programme de torture, notamment en détruisant les preuves vidéo d'interrogatoires impliquant des actes de torture et en classant la quasi-totalité du rapport de 6 900 pages de la commission spéciale du Sénat sur le renseignement qui a examiné le programme de détention, de torture et d'autres mauvais traitements infligés aux détenus par la CIA après le 11 septembre 2001.

Des gardes-frontières israéliens arrêtent un jeune Palestinien lors d'une manifestation devant la Porte des Lions (Photo : Ahmad Gharabli/AFP via Getty Images)

Quand Biden se rend en Arabie Saoudite et en Israël, c'est en quémandeur. En tant que candidat à la présidence, il avait qualifié l'Arabie saoudite de "paria" et avait juré de lui faire "payer le prix" du meurtre de Khashoggi. Mais avec l'augmentation du prix du pétrole, Biden blanchit le meurtre, ainsi que le désastre humanitaire que les Saoudiens ont causé au Yémen, implorant les Saoudiens d'augmenter leur production, un appel que le Prince Salman a rejeté.

De la même façon, Biden est faible en Israël, impuissant face à l'expansion des colonies juives et aux agressions contre les Palestiniens, et peu disposé à déplacer l'ambassade américaine de Jérusalem à Tel Aviv, une décision de l'administration Trump qui viole le droit international.

Les équipes de Biden en ont été réduites à plaider auprès des Israéliens pour qu'ils ne l'embarrassent pas comme ils l'avaient fait lors de sa visite en 2010 en tant que vice-président. Lors de sa visite en 2010, Israël avait annoncé la construction de 1 600 nouvelles maisons réservées aux Juifs dans des colonies illégales de Jérusalem-Est occupée. La Maison Blanche d'Obama avait condamné avec colère «la teneur et le timing de l'annonce».

Comment les États-Unis peuvent-ils exclure Cuba, le Nicaragua et le Venezuela d'un sommet des Amériques à Los Angeles et applaudir le régime saoudien et l'État apartheid israélien? Comment peuvent-ils fustiger les crimes de guerre de la Russie et déchaîner la violence internationale sur le monde musulman?

Comment peuvent-ils intercéder pour les 12 millions d'Ouïghours, majoritairement musulmans, qui vivent au Xinjiang, et ignorer les Palestiniens ? Comment peuvent-ils justifier une nouvelle "guerre préventive", cette fois contre l'Iran ? La plupart des pays dans le monde entier ne sont pas dupes et sont conscients de cette duplicité. Ils savent qui nous sommes.

Ils savent qu'à nos yeux ils ne sont rien, qu'ils n'ont aucune valeur. Notre disparition inévitable de la scène mondiale est applaudie par la majorité de la planète. La tragédie, c'est qu'à mesure que nous sombrons, nous sommes déterminés à entraîner tellement d'autres dans notre chute.